



Nantes, le 24 juin 2020

COMMUNIQUE DE PRESSE

Suppression des vols Nantes-Orly : quand le dogmatisme prend le pas sur la raison.

Le Gouvernement a annoncé la suppression d'un certain nombre de vols intérieurs par Air France notamment la liaison Nantes-Orly sous prétexte qu'il y aurait une alternative en train de [moins de 2h30](#). Mieux, le secrétaire d'État Jean-Baptiste Djebbari annonce porter au niveau européen un projet interdisant la reprise de ces lignes par d'autres compagnies.

L'association des Ailes pour l'Ouest rappelle qu'il n'y a aucune liaison ferroviaire directe entre le Grand Ouest et Orly. La seule liaison passe actuellement par Massy et nécessite un changement entraînant un temps de trajet de plus de [3 h](#).

La ligne aérienne Nantes-Orly compte actuellement 100 000 passagers/an dont plus de 80 % sont en correspondance pour les Antilles ou le Maghreb essentiellement. La suppression de cette ligne par Air France et l'interdiction d'exploiter ce slot par d'autres compagnies est non seulement une nouvelle atteinte à l'aménagement du territoire, mais c'est également un message de mépris envoyé aux citoyens qui utilisent ces lignes pour des raisons familiales.

De plus, la situation est également préoccupante à l'Ouest : les aéroports de Brest et Rennes réalisent une partie importante de leurs activités respectives sur ces lignes et leurs fermetures pénaliseraient, notamment à Rennes, un grand nombre d'entreprises déjà affaiblies par la Covid.

Qu'on se le dise : la majorité de ces trajets se reporteront sur la voiture. Cette décision politique va donc à l'encontre de la transition énergétique et témoigne d'une très courte vue sur le sujet.

Pour Guillaume Dalmard, le Président des Ailes pour l'Ouest « C'est une nouvelle atteinte au développement de nos territoires. Le gouvernement arrête le transfert de Nantes-Atlantique à Notre-Dame-des-Landes, supprime les correspondances vers Orly...tout ça pour séduire des écologistes dont la seule motivation est de faire de la France un écomusée en prônant une décroissance dogmatique et la remise en cause de notre développement.

Une fois de plus, le gouvernement sacrifie la Bretagne et les Pays de la Loire, régions excentrées, et ses habitants pour réaliser un coup politique. Nous considérons que croissance et transition écologique/énergétique ne sont pas à opposer, mais à combiner. Cette transition doit être opérée par et pour les territoires en dehors de tout calcul politique. »

À quelques jours des élections municipales à Nantes et Rennes, il est urgent que les candidats et nos députés portent une vision pour l'avenir du transport aérien. « On ne peut à la fois se plaindre des plans sociaux annoncés par Airbus à Bouguenais et Saint-Nazaire et de la crise de la filière aéronautique et laisser faire le démantèlement des liaisons vers le Grand Ouest après l'abandon du transfert de l'aéroport vers un aéroport plus respectueux de l'environnement. »

« Il faut être cohérent ! On ne peut pas annoncer le 14 juin que : tout ne peut pas être décidé depuis Paris ... et en même temps ... fragiliser des territoires éloignés des flux européens par des prises de positions dogmatiques. Nous sommes loin de l'esprit Girondin et l'alliance des territoires lors de cette occasion » et de rajouter « Où sont les compensations exemplaires pour les territoires promises par le Premier ministre le 17 janvier 2018 ? » conclut Guillaume Dalmard.